



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 25 septembre 2012
Numéro 183

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*Brahimi au Conseil de sécurité:
nous trouverons une sortie de
crise pour la Syrie*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*L'évaluation de Brahimi est
sombre, et il est déçu par Assad:
les réformes sont insuffisantes, il
faut le changement*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*Berry: la bataille de la
présidentielle a commencé*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Brahimi au Conseil de sécurité:
nous avons besoin du changement*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Entente cordiale islamo-
chrétienne sur tous les dossiers*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Des opérations spéciales ciblent
Al-Qaïda d'Alep et les groupes
armés de la campagne de Raqqa*

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

*Un hiver sanglant attend la
Syrie... mise en garde contre la
torture et la famine*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Egypte: peines de mort contre
14 des assaillants du Sinaï.
Mises en garde aux extrémistes
et assurances à Israël*

L'événement

Au Liban, chrétiens et musulmans unis face à l'offense

A l'initiative du Patriarche maronite Béchara Raï, les chefs des différentes communautés religieuses libanaises ont tenu un sommet essentiellement consacré à la visite du pape Benoît XVI et à l'affaire du film islamophobe, qui a provoqué une grande colère dans le monde arabo-musulman.

Les dignitaires religieux ont condamné avec les mots les plus fermes le film-brûlot, estimant dans le communiqué final «qu'une attaque contre n'importe quelle confession constitue une attaque contre toutes les religions». Rejetant les réactions violentes «qui ont fait des victimes innocentes», les chefs spirituels des communautés libanaises ont exhorté les Nations unies, la Ligue arabe et les différentes organisations internationales à prendre une décision contre les dérives provoquées par l'exploitation à mauvais escient de la liberté d'expression. Ils ont appelé ces institutions à adopter des résolutions qui interdisent l'offense contre des religions et les menaces contre la paix civile. Les participants au sommet ont décidé de charger un comité de juristes d'élaborer un texte approprié pour le proposer aux milieux concernés. Le suivi a été confié au comité islamo-chrétien pour le dialogue.

Les dignitaires religieux se sont déclarés satisfaits des résultats de la visite du pape Benoît XVI, «qui a consacré le Liban comme pays sûr et ouvert aux diverses cultures et religions, endroit idéal pour la signature de l'Exhortation apostolique pour le Moyen-Orient».

Les participants au sommet ont réfléchi au sens du message du souverain pontife aux Libanais, selon lequel «le Liban est avant tout un espace d'interaction et de dialogue autour d'une civilisation de paix et de diversité dans l'unité, et non une scène de discorde». «Malgré la situation libanaise interne et les inquiétudes liées aux événements dans la région, le Saint-Père continue de considérer le Liban comme porteur d'un message historique au monde entier, surtout en ce qui concerne le dialogue des civilisations et des religions», ajoute le communiqué. Autre dossier examiné par les chefs religieux, la situation économique et sociale au Liban, à l'ombre de l'accroissement de la dette publique, de la cherté de vie, de la baisse du pouvoir d'achat, et de la pauvreté qui augmente. Dans ce contexte, ils ont dénoncé «les actes extrémistes qui résultent de l'aggravation de la situation socio-économique, tels les agressions, les vols et les raptés». Ils ont appelé les autorités à élaborer et mettre en œuvre «une politique socio-économique fondée sur une taxation plus équitable, qui assurerait les services aux catégories sociales et aux régions défavorisées, et qui seraient susceptibles de générer des emplois aux nouveaux diplômés, d'encourager les investissements dans des projets productifs...».

Au regard de la gravité de la situation, l'Etat a été invité à prendre «les mesures nécessaires pour éviter l'effondrement total». Les hommes politiques, eux, doivent «faire baisser les tensions politiques et sécuritaires, et instaurer un climat de tranquillité et de confiance dans le pays et dans l'avenir», ajoute le communiqué des chefs religieux.

An Nahar

Radwan Akil, journaliste libanais proche de la majorité

En février dernier, la communauté juive a lancé le «Parlement juif européen» et a choisi Bruxelles comme siège pour cette institution, non loin du Parlement européen. Ce Parlement juif compte 120 membres, comme la Knesset israélienne. Ses membres, élus par près de 400000 personnes, représentent 47 pays, de l'Ouest, du Centre et de l'Est de l'Europe.

Cette nouvelles est passée sans faire beaucoup de bruit et, comme d'habitude, n'a pas suscité l'intérêt des ministères des Affaires étrangères des pays arabes et musulmans, plus occupés ces temps-ci par la crise syrienne. Quant aux Parlements arabes, ils n'ont pas de langues pour parler et pour protester, surtout que la plupart ne sont que l'écho des positions des gouvernements de leurs pays respectifs.

La naissance de ce Parlement juif a provoqué un choc chez le président de l'Assemblée nationale libanaise, Nabih Berry. Il y a quelques jours, il en a parlé aux chefs et aux rapporteurs des Commissions parlementaires, et leur a promis que le Liban prendra une décision partant de sa place et de son rôle au sein du groupe des Parlements arabes et du Parlement européen.

M. Berry a chargé un de ses conseillers de collecter le plus d'informations possibles sur le Parlement juif, avant d'entrer lui-même en contact avec des responsables de certains Parlements européens. Car il estime que ce nouveau lobby juif vise à isoler les pays arabes et les communautés arabes et musulmanes au cœur de l'Europe.

M. Berry a interrogé les ambassadeurs et les responsables européens qu'il a rencontrés ces dernières semaines au sujet du Parlement et du danger qu'il représente pour leurs relations avec le Liban et les pays arabes. Il a demandé à ses interlocuteurs comment l'Europe, qui s'est libérée de la représentation religieuse, communautaire et ethnique, et a adopté le concept de la citoyenneté, a-t-elle pu permettre la naissance de ce lobby juif qui va placer en tête de ses priorités les intérêts d'Israël.

Ce lobby jouit d'un fort soutien de la part de plusieurs pays européens, notamment de la République Tchèque, premier défenseur d'Israël au sein de l'Union européenne. M. Nabih Berry a laissé entendre que le Liban pourrait ne plus coopérer avec le Parlement européen et ne plus participer aux réunions communes, s'il sent que le lobby israélien à la moindre influence sur le législatif européen.

Jusqu'à présent, les Européens n'ont pas expliqué comment une communauté bien déterminée a pu former un Parlement sur des bases religieuses, ce qui est en total contradiction avec toutes les écoles de pensées politiques et les institutions européennes.

C'est Shimon Pères qui a eu l'idée de créer ce Parlement juif européen.

An Nahar

De nombreux ambassadeurs accrédités au Liban ont accordé une importance particulière aux informations concernant la tentative d'assassinat dont été victime le leader du Courant patriotique libre, le général Michel Aoun, alors qu'il rentrait de Jezzine samedi dernier.

Les diplomates tentent de rassembler un maximum d'informations à ce sujet pour savoir si les auteurs de cette tentative appartiennent au réseau responsable des attentats contre des hommes politiques du 14-Mars.

ILS ONT DIT...

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

“**Le Hezbollah se comporte** dernièrement d'une manière très réfléchi. Il a approuvé la Déclaration de Baabda qui appelle à garder le Liban loin de la politique des axes et des conflits régionaux et internationaux. Le Liban est divisé entre ceux qui soutiennent la révolution syrienne et ceux qui s'y opposent, c'est pour cette raison que nous cherchons à protéger le pays des retombées négatives des événements en Syrie.

Alaeddine Terro, ministre des Déplacés (Bloc Joumblatt)

“**Nous pouvons dire que la** stratégie de défense est entrée dans un débat approfondi. La proposition du président Sleiman a précisément pour avantage d'avoir placé le dialogue et tous ses ramifications sous l'égide de la Constitution, et surtout de l'État responsable de la protection de ses citoyens et de sa souveraineté. Les parties différentes parties doivent atténuer le ton de leur discours politique pour éviter les répercussions des conflits locaux et régionaux.

Général Paolo Serra, commandant en chef de la Finul

“**Le succès de l'application** de la résolution 1701 a pour base la coopération, l'ouverture et la confiance mutuelle. La situation est calme dans la zone d'opération et ce calme résulte de la coopération entre la Finul et l'Armée libanaise, et du soutien des habitants.

Rencontre conviviale Siniora-Berry

Une rencontre conviviale a eu lieu entre l'ancien Premier ministre Fouad Siniora et le président de la Chambre, Nabih Berry, à Aïn al-Tiné. Ces retrouvailles, les premières depuis des années, ne sont cependant pas suffisantes pour combler le fossé qui demeure profond entre les deux hommes. C'est M. Siniora qui a renoué le contact en appelant M. Berry pour lui exprimer ses félicitations pour son discours lors de la commémoration du 34ème anniversaire de la disparition de l'Imam Moussa Sadr.

Tensions grandissantes à Tripoli

A Tripoli, Jabal Mohsen et Bab el-Tebbané ont été le théâtre, dans la nuit de lundi à mardi, de nombreux incidents sécuritaires, au cours desquels des coups de feu ont été tirés et des grenades lancées. L'armée a réagi en renforçant ses patrouilles et en ripostant aux sources des tirs. Selon certaines informations, de nombreux miliciens étrangers sont dernièrement arrivés à Tripoli, ce qui fait craindre aux habitants une reprise des affrontements.

Obus syrien sur le Golan

Le plateau du Golan, occupé par Israël, a été touché mardi matin par des obus de mortier apparemment tirés durant des combats opposant rebelles et forces régulières syriennes, a indiqué l'armée israélienne. «Tôt ce matin, plusieurs obus de mortier ont atteint le plateau du Golan, sans faire de dégâts ni de blessés», a déclaré un porte-parole, précisant que «les obus visaient des villages situés en Syrie, dans le cadre du conflit en cours».

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais indépendant

Le président du Parlement, Nabih Berry, estime que la bataille présidentielle a commencé plus tôt que d'habitude. Il est convaincu que les projets et propositions de loi électorale soumis par les différentes formations politiques vont au-delà des calculs électoraux étriqués. Il pense que ces projets sont liés à l'élection présidentielle prévue en 2014, échéance par laquelle le Parlement sera concerné en premier lieu, compte tenu du conflit qui sévit en Syrie et ses répercussions sur le Liban. Par conséquent, estime M. Berry, il ne sera pas facile de parvenir à un accord sur la nouvelle loi électorale qui va remplacer celle de 1960, actuellement en vigueur.

M. Berry a réitéré son soutien au mode de scrutin proportionnel, en affirmant qu'il n'y aura pas de retour à la loi de 1960.

Evoquant le dossier syrien, le président de la Chambre a estimé que l'annonce par le commandant de l'Armée syrienne libre, le colonel Riad el-Asaad, de la décision de transférer son quartier général de Turquie en «zone libérée» en Syrie, reflète le souhait de la Turquie d'alléger le fardeau de son implication dans la crise syrienne. La tournure prise par les événements en Syrie prouve que la politique de dissociation adoptée par le Liban est la plus appropriée.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche de Nabih Berry

La question posée par le représentant du Hezbollah à la table du dialogue, Mohammad Raad, sur les raisons du retard du Courant du futur à présenter sa vision de la stratégie de défense nationale, visait à embarrasser le parti de Saad Hariri. D'aucuns affirment que le Moustqbal ne croit pas, à la base, au principe de la Résistance. Et le fait de présenter une stratégie de défense consisterait à octroyer une légitimité à la Résistance.

Un responsable du Courant du futur souligne qu'il revient au Hezbollah de concevoir une stratégie écrite dans laquelle il devra répondre à une série de questions pour dissiper les appréhensions qu'il suscite: Quel est le rôle des armes légères et de taille moyenne dans les villes? Comment le parti compte-t-il faire usage de l'arsenal de 70000 roquettes (selon les estimations israéliennes) qu'il possède? Qui décide de l'utilisation de cet arsenal? Quelle est sa relation avec le dossier nucléaire iranien? Quels sont le rôle et l'identité de la Résistance? Est-elle libanaise? A-t-elle pour mission de défendre ou de libérer? Les fermes de Chebaa sont-elles libanaises ou syriennes? Est-ce que la libération de la moitié du territoire du Ghajar nécessite un tel arsenal de missiles?

Le Courant du futur considère que la stratégie de défense présentée par le président Michel Sleiman a simplement ouvert le débat et a même constitué un point négatif puisqu'elle reconnaît explicitement l'existence de la Résistance en tant qu'entité indépendante. Selon le Courant du futur, Michel Sleiman a présenté sa vision en tant que médiateur soucieux de maintenir le dialogue et non pas en tant que chef d'Etat.

En réponse à la position du Courant du futur, un représentant du 8 mars déclaré que «ce parti a clarifié ses choix stratégiques il y a bien longtemps. En effet, dans une lettre envoyée par Fouad Siniora au roi saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz, l'ancien Premier ministre déclare: «Nous sommes votre première ligne de défense au Liban».